La CAF déserte sa permanence de Chanteloup-les-Vignes (78)

27/09/2012 à 11h36

«C’est une nouvelle difficulté pour notre ville. La Caisse d’allocations familiales (CAF) était un partenaire privilégié, je ne peux pas imaginer que nous pourrions perdre ce service public », s’indigne Catherine Arenou, maire UMP de Chanteloup-les-Vignes, en référence à la « suspension » de la permanence de la CAF présente depuis plus de dix ans dans le quartier de la Noé.

Depuis juillet, ce service de la CAF a été suspendu au motif que deux permanenciers auraient subi des menaces de la part d’un individu. « Nous avons déposé plainte pour menaces et intimidations, assure Philippe Burgat, directeur adjoint de la CAF des Yvelines. En attendant de trouver une solution plus sécurisante pour nos collaborateurs, nous avons décidé de suspendre cette permanence. »

1700 allocataires bénéficiaient de cette présence

Pour la municipalité, qui vient de voter une motion pour le maintien de la permanence, ce motif n’explique pas tout. « **Je ne peux pas croire qu’il ne s’agisse que d’un problème de sécurité car nos permanenciers se sentent à l’aise ici** », s’étonne Christelle Besson, directrice de la vie sociale de Chanteloup, qui tient à rappeler la présence quotidienne d’un médiateur juste à côté des locaux de la CAF.

Catherine Arenou redoute surtout d’être la cible d’une restructuration de la CAF des Yvelines. Une crainte non justifiée selon Philippe Burgat. En avril, avant l’incident, l’organisme lui a adressé un courrier en évoquant une volonté de réduire ses permanences, voire même de les supprimer en 2013. Près de 1700 allocataires sont concernés à Chanteloup. « **Ce service était utile, 150 personnes étaient reçues chaque jour de permanence », poursuit Christelle Besson. « Supprimer**

un service public dans une ville ne fait qu’aggraver le climat social », souligne Catherine Arenou.
Elle évoque aussi le cas du bureau de police nationale, qui vient d’être réhabilité. Celui-ci devait accueillir « théoriquement » huit policiers à temps plein. Il n’en compte toujours que deux, présents les après-midi uniquement. « Il faut retrouver une politique de sécurité globale et les services publics, quand ils sont présents, sont une forme de prévention », conclut Catherine Arenou.

Le Parisien